



*Mission Permanente de la République d'Haïti
auprès des Nations Unies*

DISCOURS
DE
SON EXCELLENCE GÉRARD LATORTUE
PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

SOMMET MONDIAL 2005
ORGANISATION DES NATIONS UNIES

New York
le 14 septembre 2005

Monsieur le Président du Sommet

Monsieur le Secrétaire général

Mesdames, Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement

Mesdames, Messieurs,

C'est un plaisir pour moi de prendre la parole à ce sommet pour partager avec vous les préoccupations et les souhaits du peuple haïtien sur les questions qui sont en débat dans cette enceinte. Je saisis l'occasion pour féliciter le Secrétaire général pour cette heureuse initiative sans laquelle les Objectifs du Millénaire risquaient de demeurer un tissu de vœux pieux.

Je ne saurais continuer mon propos sans prendre le temps d'exprimer la gratitude du peuple haïtien dans son ensemble à la communauté des nations pour le soutien et l'assistance qu'elle apporte à mon pays à ce moment crucial et troublé de son histoire, dans sa quête de démocratie et de stabilité politique, étapes indispensables pour créer les conditions d'un développement économique et humain durable.

J'adresse mes plus vifs remerciements aux pays frères d'Amérique, d'Amérique Latine en particulier, d'Europe, du Proche-Orient, d'Asie et d'Afrique qui ont envoyé des troupes dans les contingents militaires et policiers onusiens qui contribuent avec succès à ramener la paix et la sécurité dans mon pays, préalables incontournables pour la réalisation d'élections libres et démocratiques programmées pour la fin de cette année.

Je tiens à féliciter tous ceux qui ont oeuvré à l'élaboration du projet de Document final soumis à notre approbation. Il était essentiel que tous les peuples de la terre réaffirment leur volonté de voir la misère et l'insécurité

reculer de manière significative et durable au cours des prochaines années. Je ne m'étendrai donc pas beaucoup sur cet aspect.

La République d'Haïti adhère pleinement aux stratégies visant à la prévention du terrorisme et à la non-prolifération des armes de destruction massive. Nous encourageons vivement les pays riches à tout mettre en oeuvre pour concrétiser leur promesse de consacrer 0,7% de leur revenu national brut à l'aide publique au développement.

Je voudrais m'attarder un peu plus sur la réforme des structures de l'organisation mondiale et l'indispensable révision des mécanismes de formulation et d'évaluation des projets de coopération et aussi ceux de la coordination de l'aide internationale au développement.

Pour ce qui est du Conseil de sécurité, Haïti maintient sa position de soutenir l'élargissement de cet organe en y faisant rentrer de nouveaux membres permanents pour assurer une représentation plus juste, plus équilibrée et plus conforme aux réalités du monde actuel. Je demeure convaincu que le critère de sélection de ces nouveaux membres ne devrait pas être exclusivement le poids économique, financier ou militaire. Un pays qui respecte les règles de la bonne gouvernance, de l'alternance politique et de la protection des droits de l'homme, devrait aussi être éligible à un siège permanent au Conseil de sécurité.

Il est impératif que l'on considère sérieusement la nécessité d'introduire un peu plus de démocratie au sein de l'organisation mondiale en faisant jouer un rôle plus important à l'Assemblée générale en tant qu'organe décisionnel. Ce n'est pas en continuant à considérer les résolutions qui y sont adoptées comme un catalogue de bonnes intentions que l'on y parviendra. Il est temps qu'un meilleur équilibre soit instauré entre les pouvoirs du Conseil de sécurité et ceux de l'Assemblée générale.

Permettez-moi en tant qu'ancien directeur principal d'un des organismes spécialisés du système des Nations Unies, organisation que j'ai servie pendant plus de vingt ans, de saluer la volonté manifestée de renforcer le rôle du Conseil économique et social. Ce sommet est l'occasion de parler en toute amitié, mais avec franchise et sans complaisance, des travers des mécanismes d'octroi, de gestion et de coordination de l'aide internationale. Un Conseil économique et social renforcé, mieux structuré et doté de ressources beaucoup plus importantes devrait pouvoir mieux contribuer à une plus grande efficacité de l'aide internationale au développement.

Il n'est pas normal que dans un pays comme le mien, membre fondateur des Nations Unies, qui a été pratiquement le premier pays en développement à bénéficier de l'aide de l'ONU que cette assistance ait donné si peu de résultats. Je me réfère ici à la mission Rosenberg dont le rapport intitulé « Mission en Haïti » reste encore le document de base de la problématique du développement dans mon pays. Pourtant après plus de cinquante ans de coopération avec l'ONU, il y a si peu de trace tangible de cette masse d'assistance reçue au fil des ans. Nos Infrastructures sont toujours en très mauvais état, nos routes sont défoncées, l'électricité reste un luxe auquel la majorité de la population n'a pas accès, plus de la moitié des Haïtiens sont encore analphabètes, j'en passe et des pires. Il est vrai que la mauvaise gouvernance est en partie responsable de cet état de fait, mais la communauté internationale doit aussi se remettre en question, faire son autocritique et chercher à développer en son sein une culture d'efficacité.

Il est fondamental de bannir cette concurrence stérile des agences des Nations Unies entre elles et avec les autres organismes bilatéraux ou multilatéraux. C'est une révision globale des politiques de coopération et de distribution de l'aide publique au développement que nous appelons de nos

voeux. Nous comprenons qu'il y a un intérêt politique pour les bailleurs à vouloir planter leurs drapeaux sur chaque projet qu'ils financent. Mais quand ces pratiques se font au détriment de la réalisation des objectifs poursuivis et de l'impact positif sur la vie quotidienne des bénéficiaires, il faut en changer.

Les Objectifs du Millénaire restent somme toute modestes et nous n'avons aucune chance de les atteindre si nous refusons de transformer nos manières de faire. L'aide publique au développement doit être mieux coordonnée au niveau global et prendre plus en considération les politiques définies au niveau national.

J'ai tenté, sans beaucoup de succès dans le cas d'Haiti, de convaincre les bailleurs de fonds à prendre des engagements pluriannuels, de coordonner leurs interventions et de concentrer leurs efforts sur quelques axes prioritaires pour le pays en matière d'infrastructures de base, transformant ainsi de manière durable la situation dans ces secteurs clés qui conditionnent tant d'autres. Je persiste cependant à croire que le saupoudrage demeure l'erreur qu'il faut absolument cesser de commettre si l'on veut avoir un impact réel et marquant dans les dix prochaines années.

Je terminerai en souhaitant une diminution sensible du pourcentage de l'aide internationale consacré à la rémunération des experts internationaux. C'est possible si l'on accepte d'utiliser davantage les ressources humaines nationales qualifiées et expérimentées, disponibles tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des pays bénéficiaires.

Pour finir, je lancerai un vibrant appel à une coordination plus accentuée entre les agences du système des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods. Cette coordination est indispensable pour une plus grande efficacité de la coopération internationale, surtout en ce qui concerne le financement du développement.

En parlant de financement du développement, je saisis l'occasion pour saluer l'heureuse initiative des présidents Chirac et Lula Da Silva qui ont proposé des mécanismes novateurs pour le financement de l'aide internationale au développement. Nous soutenons ces propositions et convions tous ceux qui le peuvent à les appuyer concrètement et à les rendre opérationnelles dans les meilleurs délais.

Je formule le voeu que les idées débattues ici n'aboutissent pas dans les tiroirs avec les montagnes de rapports produits au fil des ans dans cette prestigieuse maison, mais qu'elles continuent d'alimenter les réflexions et d'influencer les comportements et les choix de politiques.

Je vous remercie.